

Brochure n° 3018

Convention collective nationale

IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**
(27^e édition. – décembre 2004)

**AVENANT DU 17 MAI 2005
RELATIF À L'ACCORD DU 14 DÉCEMBRE 1994
CONSTITUTIF DE L'OPCA-FAFIEC**

NOR : ASET0550847M

IDCC : 1486

Article 1^{er}

Les articles 7 et 8 de l'accord du 14 décembre 1994 sont modifiés comme suit :

Article 7

Utilisation des ressources

Les ressources du FAFIEC sont versées et gérées dans 3 sections comptables distinctes, correspondant à la nature de chacune des contributions reçues par l'organisme, à savoir :

A. – Au titre de la formation professionnelle continue

1. Les contributions conventionnelles obligatoires des entreprises occupant 10 salariés ou plus sont mutualisées dès leur versement et constituent un fonds commun professionnel à partir duquel sont financées des actions de formation mises à disposition des entreprises adhérentes et de leurs salariés selon les modalités du règlement intérieur.

2. Les contributions conventionnelles obligatoires des entreprises occupant moins de 10 salariés sont mutualisées dès leur versement et affectées à un second fonds commun professionnel à partir duquel sont également financées des actions de formation mises à la disposition des entreprises adhérentes de moins de 10 salariés.

B. – Au titre de la professionnalisation

Les contributions légales au titre de la professionnalisation des entreprises occupant moins de 10 salariés et 10 salariés ou plus constituent un 3^e fonds commun professionnel à partir duquel sont financées des actions de professionnalisation mises à la disposition des entreprises adhérentes et de leurs stagiaires selon les modalités du règlement intérieur.

C. – Dispositions communes

1. Les versements provenant de concours extérieurs pour des actions de formation spécifiques sont affectés à leur objet, les fonds communs professionnels pouvant participer à un financement complémentaire.

2. Le FAFIEC ne peut posséder d'autres biens meubles ou immeubles que ceux nécessaires à son fonctionnement.

Le cumul des fonctions d'administrateurs dans l'organisme collecteur paritaire et dans un établissement de formation ou un établissement de crédit devra être porté à la connaissance du conseil d'administration du FAFIEC ainsi qu'à celle du commissaire aux comptes qui établit, s'il y a lieu, un rapport spécial.

Au cas où l'un des membres du conseil d'administration perdrait la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il serait remplacé à la diligence de l'organisation qu'il représente.

C. – Fonctionnement du conseil d'administration

Tous les 2 ans le conseil d'administration désigne par alternance les responsabilités suivantes dont les attributions sont définies au règlement intérieur :

- un président ;
- un vice-président ;
- un trésorier ;
- un trésorier adjoint ;
- un secrétaire ;
- un secrétaire adjoint.

Les désignations interviennent au sein des 2 collèges représentant l'un celui des employeurs, l'autre celui des organisations syndicales de salariés.

Le président, le trésorier adjoint et le secrétaire adjoint sont désignés par un collège. Le vice-président, le trésorier et le secrétaire sont désignés par l'autre collège. A chaque renouvellement des dirigeants, tous les 2 ans, les fonctions sont permutées entre les 2 collèges.

Le président du conseil d'administration du FAFIEC est vice-président de la CPNE. Parallèlement, le président de la CPNE est vice-président du conseil d'administration du FAFIEC.

En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration est assurée par un membre du même collège.

Le conseil d'administration, sous son autorité, délègue aux président, vice-président, trésorier, secrétaire, trésorier et secrétaire adjoints, les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion ordinaire du FAFIEC en ordonnant les dépenses. Le conseil d'administration sera représenté par son président en justice et dans les actes de la vie civile et au pénal.

Trois comités permanents ont pour objet d'éclairer les décisions du conseil d'administration et de suivre la mise en œuvre de ces décisions à travers le pilotage et le contrôle :

- comité ressources humaines et rémunérations ;
- comité juridique, finances, audit ;
- comité organisation, qualité.

Le règlement intérieur définit les rôles et responsabilités de ces comités.

Article 8

Administration

A. – Attributions du conseil d'administration

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires entrant dans l'objet du FAFIEC :

- il nomme sur proposition de son président et de son vice-président le directeur délégué et le directeur financier du FAFIEC ;
- il définit les règles de prise en charge des dépenses de formation et la délégation annuelle du directeur délégué ;
- il définit les règles d'accès et de prise en charge de la formation par le FAFIEC dans le cadre de la politique de formation de la branche définie par la CPNE ;
- il gère les fonds collectés au titre de la formation professionnelle continue, de la professionnalisation et tout autre versement prévu par l'article 4 du présent accord ;
- il dispose de 2 commissions (formation professionnelle et professionnalisation) composées d'administrateurs ou de leurs représentants ;
- il peut créer des comités projet *ad hoc*, dont il arrête la composition et dont il fixe l'étendue et la durée du mandat ;
- concernant les plans de sauvegarde de l'emploi, il est responsable de la mise en œuvre des décisions rendues par la CPNE dans le cadre d'un budget annuel défini à cet effet par le conseil d'administration du FAFIEC ;
- il procède à la désignation d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant, appelés à certifier la comptabilité en application de la réglementation en vigueur ;
- il vote le budget, approuve son exécution et arrête les comptes sous le contrôle du commissaire aux comptes ;
- il délibère sur le rapport annuel d'activité et approuve les états statistiques et financiers présentés chaque année aux pouvoirs publics.

B. – Composition du conseil d'administration

Le FAFIEC est administré par un conseil d'administration de 20 membres désignés par les organisations signataires du présent accord à raison :

- de 2 représentants titulaires désignés pour 2 ans par chaque organisation syndicale confédérée de salariés représentative au plan national ;
- d'un nombre égal de représentants titulaires désignés pour 2 ans par les fédérations patronales représentatives de l'ensemble de la branche au plan national ;
- outre le président et le vice-président, 4 autres administrateurs par collège sont également membres de la CPNE.

Une charte définie dans l'annexe I du règlement intérieur décrit les rôles et les responsabilités de l'administrateur. A sa prise de fonctions, celui-ci en prend connaissance, la signe et s'engage à la respecter. Toute modification de cette charte est votée à la majorité absolue du conseil d'administration.

Il peut être mis fin au mandat des représentants désignés sur décision de l'organisation qui a procédé à leur nomination.

D. – Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au minimum 6 fois par an sur convocation de son président ou sur la demande du quart de ses membres.

Les convocations doivent être envoyées au moins 15 jours à l'avance.

La présence de la moitié des membres de chaque collège du conseil d'administration est nécessaire pour assurer la validité des délibérations.

Chaque membre du conseil d'administration peut détenir au maximum 2 pouvoirs de son collège.

Un conseil d'administration extraordinaire peut être convoqué lorsqu'une décision nécessaire et rapide doit être prise sur les domaines de la formation professionnelle continue, de la professionnalisation et du fonctionnement de l'OPCA. Dans ce cas, le délai de prévenance d'envoi de la convocation est réduit à 8 jours. Les décisions de ce conseil d'administration extraordinaire sont prises de la même manière que celles des conseils d'administration normaux ordinaires.

Les décisions sont proposées au vote du conseil d'administration et requièrent une majorité issue des 2 collèges.

Les votes du conseil d'administration nécessitant une majorité absolue devront figurer dans l'ordre du jour envoyé aux administrateurs.

En cas d'absence d'une ou de plusieurs organisations habilitées à siéger, les représentants desdites organisations seront informés des décisions adoptées en séance, pour recueillir leur avis et leur position.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président ou son représentant à la séance et par le secrétaire.

Les décisions votées par le conseil d'administration ne peuvent être remises en cause lors de l'adoption des procès-verbaux.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet le 17 mai 2005.

Le champ d'application est celui de la convention collective.

Fait à Paris, le 17 mai 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération SYNTEC ;

Fédération CICF.

Syndicats de salariés :

FIECI CFE-CGC ;

Fédération des services CFDT ;

CGT ;

Fédération des employés et cadres CGT-FO ;

CFTC-CSFV.